



HABITAT



MOBILITÉS



ÉCONOMIE



ENVIRONNEMENT



PATRIMOINE

PLUi-H

Plan Local d'Urbanisme intercommunal
valant Programme Local de l'Habitat

4.14 TAXE D'AMENAGEMENT

PLUi-H approuvé le 18 décembre 2019 :

1ère modification simplifiée du PLUi-H approuvée le 14 avril 2021

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil communautaire
du 14 avril 2021

Le Président,
M Julien DUBOIS

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE D'ANGOUME**

L'an deux mille quatorze et le vingt-six novembre à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame AUDOUY Véronique, Maire.

Présents : Mesdames AUDOUY Véronique, CAYET Laetitia, BORDES Catherine, DELMAS Isabelle, PAYSAN Hélène, Messieurs MAUGAIS Didier, NAVARRO Thierry, PICARD Vincent, PIERRE Maurice, VERGERON Thierry.

Absents / excusés: DE BARROS Catherine

Secrétaire de séance : VERGERON Thierry.

Date de convocation : 12 novembre 2014

Date d'affichage : 12 novembre 2014

Objet de la Délibération : Renonciation à la taxe d'aménagement.

Madame le Maire expose :

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;

Considérant que la part communale de la taxe d'aménagement est instituée de plein droit dans les communes à PLU ou à POS ;

Considérant que le Conseil municipal peut renoncer à percevoir la taxe d'aménagement sur l'ensemble de son territoire par une délibération ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, DECIDE de :

- RENONCER à percevoir la taxe d'aménagement sur la totalité de son territoire.

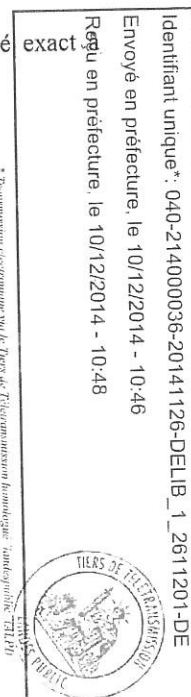
La présente délibération est reconductible de plein droit annuellement.

Fait et délibéré les jour, mois et an sus-dits. Aux registres sont les signatures pour copie conforme. Certifié exact
Angoumé le 03 septembre 2014.

LE MAIRE,
Véronique AUDOUY



* Transmission électronique via le Tiers de Prévisionnement Numérique - Indépendance - TILN





**MAIRIE DE
BENESSE-LES-DAX**

LANDES

Délibération n° 2015/044

**EXTRAIT DU REGISTRE DE DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE BÉNESSE-LÈS-DAX**

Date de la convocation : 9 novembre 2015

Date de l'affichage : 9 novembre 2015

Date de la réunion : 19 novembre 2015

Nombre de membres :

en exercice : 15

présents : 12

votants : 12

L'an deux mil quinze et le dix-neuf novembre, à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal, dûment convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Marie ABADIE, Maire.

Etaient présents : Messieurs ABADIE Jean-Marie, , CZAPLA Claude, BACHERÉ Alain, Madame BADETZ Christine, Mesdames BERNADET Marinette, DUBERNEY Gisèle, LE MOLLAIRE Eliane, BERMIS Valérie, LABORDE Delphine, Messieurs LARBÈRE Arnaud, CASENAVE Pierre, LESFAURIS Anthony et DESJOBERT Bruno.

Absents : Monsieur LANUSSE Jean-Marc et Mesdames BERMIS Valérie et LAFOURCADE Corinne.

Le conseil a choisi pour secrétaire : M. LARBÈRE Arnaud.

Objet : Délibération modifiant la taxe d'aménagement

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 331-1 et suivants et plus particulièrement les articles L 331-9 et L 331-14,

VU la délibération du 12 septembre 2011 instituant la taxe d'aménagement communale et son taux,

VU les délibérations du 8 octobre 2012 et du 27 novembre 2014 portant modification de la délibération du 12 septembre 2011,

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
(12 voix POUR)**

DÉCIDE :

Article 1 : D'instaurer la taxe d'aménagement au taux de 5% sur l'ensemble du territoire communal.

Article 2 : D'exonérer totalement, en application de l'article L 331-9 du Code de l'Urbanisme :
- les abris de jardin, les pigeonniers et colombiers soumis à déclaration préalable.

Article 3 : La présente délibération est reconduite de plein droit et annuellement.

.../...



.../...

Article 4 : La délibération est transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1^{er} jour du deuxième mois suivant son adoption.

Article 5 : Monsieur le Maire est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département.

**Fait et délibéré les jour, mois et an que
dessus,**

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,



Jean-Marie ABADIE

Envoyé en préfecture le 30/10/2019
Reçu en préfecture le 30/10/2019
DE221020

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**



COMMUNE DE CANDRE
SEANCE DU 22 OCTOBRE 2019

ID : 040-214000630-20191022-DE221020193-DE

Nombre de conseillers : en exercice : 14

Qui ont pris part à la délibération : 14

Objet : Taxe d'aménagement.

Date de la convocation : 15/10/2019

Date d'affichage : 15/10/2019

L'AN DEUX MIL DIX-NEUF ET LE VINGT-DEUX OCTOBRE A VINGT HEURES TRENTE, LE CONSEIL MUNICIPAL DE CETTE COMMUNE REGULIEREMENT CONVOQUE S'EST REUNI AU NOMBRE PRESCRIT PAR LA LOI, DANS LE LIEU HABITUEL DE SES SEANCES, SOUS LA PRESIDENCE DE DUTOYA Guylaine- Maire.

PRESENTS : Xavier CASTAGNET - Corinne DUARTE - Corinne DULOUAT - Jean-Louis HEITZ - Daniel LAMARQUE - Benoît LAJUGIE- Pascal LASSALLE - Pierre LESPIAU - Anne-Marie SEIZE - Etienne SEIZE - Christianne VALLET.

EXCUSES : Céline BOXER - Agnès VINCENT.

Céline BOXER donne pouvoir à Xavier CASTAGNET.

Agnès VINCENT donne pouvoir à Pierre LESPIAU.

XAVIER CASTAGNET EST ELU SECRETAIRE.

Vu la loi de finances rectificative n°2013-1278 du 29 décembre 2013, notamment l'article 90 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L. 331-9 modifié par la loi de finances rectificative n° 2013-1278 du 29 décembre 2013;

Vu la délibération du conseil municipal DE291120114 du 29 novembre 2011 instaurant sur l'ensemble du territoire communal, la taxe d'aménagement au taux de 3% et fixant les exonérations facultatives;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

DECIDE de maintenir, sur l'ensemble du territoire communal, la taxe d'aménagement au taux de 3% pour l'année 2020.

DECIDE le maintien de l'exonération totale en application de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme :

1) Dans la limite de 50 % de leur surface, pour les surfaces des locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L. 331-12 et qui sont financés à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L. 31-10-1 du code de la construction et de l'habitation ; (logements financés avec un PTZ+);

2) Pour les commerces de détail d'une surface de vente inférieure à 400 mètres carrés.

DECIDE le maintien de l'exonération partielle en application de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme :

3) Pour les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L. 331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L. 331-7 ; (logements aidés par l'Etat dont le financement ne relève pas des PLAI - prêts locatifs aidés d'intégration qui sont exonérés de plein droit - ou du PTZ+).

DECIDE le maintien de l'exonération totale, en application de l'article L. 331-9 modifié du code de l'urbanisme, des surfaces des abris de jardins soumis à déclaration préalable.

La présente délibération est valable pour une durée de 1 an reconductible.

Elle est transmise au service de l'Etat chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1er jour du 2ème mois suivant son adoption.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an ci-dessus.

Pour extrait conforme.

LE MAIRE,
Guylaine DUTOYA.

La présente délibération peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ainsi que le cas échéant de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Pau (sur place ou par envoi postal à l'adresse suivante : 50 Cours Lyautey 64000 Pau Cedex, ou par voie dématérialisée à l'adresse <http://www.telerecours.fr>).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DES LANDES



VILLE DE DAX



EXTRAIT du

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an DEUX MILLE VINGT et le jeudi 24 septembre à 18h30, le CONSEIL MUNICIPAL de la Ville de DAX, convoqué le vendredi 18 septembre, s'est réuni sous la présidence de M. Julien DUBOIS, Maire, dans la salle René Dassé en mairie, sans public, avec retransmission des débats en direct, dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et afin de lutter contre la propagation de l'épidémie de COVID-19.

Nombre de membres afférents au conseil municipal	35	Date de la convocation : 18 septembre 2020
Nombre de présents	27	
Nombre de pouvoirs	8	Date de l'affichage : 29 septembre 2020
Suffrages exprimés	35	

ETAIENT PRESENTS :

Mme Martine DEDIEU, M. Grégory RENDE, Mme Sarah PECHAUDRAL-DOURTHE, M. Pascal DAGES, Mme Marie-Constance LOUBERE BERTHELON, M. Amine BENALIA BROUCH, Mme Marylène HENAULT, Mme Martine ERIDIA, M. Alexis ARRAS, Mme Martine LABARCHEDE, M. Julien RELAX, Mme Florence PEYSALLE, M. Vincent MORA, Mme Gisèle CAMIADE, Mme Aline DUZERT, M. Jean-Paul DUBOURDIEU, Mme Audrey LALOTTE, Mme Carine BROUSTAUT, Mme Marylène DESTANDAU, Mme Fanny MESPLET, Mme Axelle VERDIERE BARGAOU, M. Yves LOUME, Mme Isabelle RABAUD-FAVEREAU, M. Pierre STETIN, Mme Viviane LOUME-SEIXO, Mme Géraldine MADOUNARI.

ABSENTS ET EXCUSES : M. Guillaume LAUSSU, M. Olivier COUSIN, Mme Sandra LARTIGAU, M. Michel GUILLEMIN, M. Benoît LAMIABLE, M. Guillaume SEGUIER, M. Patrice BOUCAU, M. JANOT à partir de 20h00 (absent du point n° 14 au 26 inclus).

POUVOIRS :

M. Guillaume LAUSSU, donne pouvoir à M. Grégory RENDE,
M. Olivier COUSIN, donne pouvoir à M. Julien RELAX,
Mme Sandra LARTIGAU, donne pouvoir à M. Amine BENALIA BROUCH,
M. Michel GUILLEMIN, donne pouvoir à M. Julien DUBOIS,
M. Benoît LAMIABLE, donne pouvoir à Mme Marylène HENAULT,
M. Guillaume SEGUIER, donne pouvoir à M. Alexis ARRAS,
M. Patrice BOUCAU, donne pouvoir à Mme Martine DEDIEU,
M. Bruno JANOT à partir de 20h00 donne pouvoir à Mme Géraldine MADOUNARI (du point n° 14 au 26 inclus).

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme MESPLET Fanny

OBJET : TAXE D'AMENAGEMENT COMMUNALE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 3331-1 et suivants,

Accusé de réception en préfecture
040-214000887-20200924-20200924-22-DE
Date de télétransmission : 29/09/2020
Date de réception préfecture : 29/09/2020

VU la délibération du conseil municipal en date du 27 octobre 2011 fixant un taux de 5% dans un secteur défini (Zones AU)

VU la délibération du conseil municipal en date du 27 octobre 2011 fixant un taux de 3% sur l'ensemble du territoire hors zones AU.

VU la délibération du conseil communautaire en date du 18 décembre 2019 approuvant le plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat (PLUi-H)

VU l'avis favorable de la COMMISSION URBANISME, TRAVAUX, HABITAT DU 15 SEPTEMBRE 2020.

CONSIDERANT la nécessité de mettre à jour les périmètres des secteurs à taux majorés de la taxe d'aménagement suite à l'approbation du plan de zonage du PLUi-H,

CONSIDERANT la possibilité d'exonérer le projet d'urbanisme totalement ou partiellement.

SUR PROPOSITION DE M. ARRAS Alexis, Adjoint au Maire, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL PAR 35 VOIX POUR, DECIDE

Article 1 :

DE FIXER sur les secteurs délimités au plan annexé, les taux suivants :

secteurs AU : taux de 5 %

secteurs hors zones AU : taux de 3 %

Article 2 :

D'EXONERER les projets d'urbanisme, en application de l'article L331-9 du code de l'urbanisme,

1. Les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L. 331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L. 331-7 (logements aidés par l'État dont le financement ne relève pas des PLAI - prêts locatifs aidés d'intégration qui sont exonérés de plein droit - ou du PTZ+),

2. Dans la limite de 50 % de leur surface, les surfaces des locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L. 331-12 et qui sont financés à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L. 31-10-1 du code de la construction et de l'habitation (logements financés avec un PTZ+).

Article 3 :

Les taux fixés dans la présente délibération sont valables pour la durée minimale d'une année et tant qu'une autre délibération n'établit pas des dispositions différentes.

Elle est transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1^{er} jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

Article 4 :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

**Délibéré en séance,
Les jours, mois et an que dessus,
Suivent les signatures au registre
pour cople conforme,**



Julien DUBOIS
Maire de Dax
Président de la Communauté
d'agglomération du Grand Dax

« La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Pau (sur place ou par envoi postal à l'adresse suivante : Villa Noullobos - 50, cours Lyautey - 64000 Pau Cedex, ou par voie dématérialisée à l'adresse <http://www.telerecours.fr/>). »

Accusé de réception en préfecture
040-21400887-20200924-20200924-22-DE
Date de télétransmission : 29/09/2020
Date de réception préfecture : 29/09/2020



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HERM**

Objet : Taxe d'aménagement

L'AN DEUX MIL QUINZE ET LE NEUF DU MOIS D'OCTOBRE, LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HERM S'EST REUNI SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR PHILIPPE CAGNIMEL, MAIRE.

DATE DE LA CONVOCATION : 1^{er} octobre 2015

DATE D'AFFICHAGE : 1^{er} octobre 2015

Philippe CAGNIMEL, Pascal LAVIGNE, Aline LACOSTE, Vincent DELEST, Hélène DUCOM, Béatrice OMICCILO, Didier BEGUERY, Patricia POIROUX, Anne DUBOURDIEU, Hélène GODEST, Olivier DUMARTIN, Jean-Claude CASTETS, Gérard CASTILLON, Nathalie PUYOBRAU.

ABSENT EXCUSE : Jean Marie LARREYRE (procuration donnée à Vincent DELEST).

SECRETAIRE DE SEANCE : Hélène DUCOM.

MONSIEUR LE MAIRE

RAPPELLE au Conseil municipal que par délibération en date du 7 novembre 2011, il avait été décidé d'instituer la taxe d'aménagement, au taux de 2.5 % pour une durée de trois ans.

RAPPELLE que par délibération en date du 22 octobre 2014, elle a été augmentée sur l'ensemble du territoire communal, au taux de 3,5 %, d'une part, et qu'il avait été décidé d'exonérer d'autre part, totalement en application de l'article L.331-9 du code de l'urbanisme :

1°) Les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L.331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L.331-7 (*logements aidés par l'Etat dont le financement ne relève pas des PLAI – prêts locatifs aidés d'intégration qui sont exonérés de plein droit – ou du PTZ+*) ;

2°) Les commerces de détail d'une surface de vente inférieure à 400 mètres carrés ;

3°) les abris de jardin d'une surface inférieure à 20 m², soumis à déclaration préalable ;

4°) les abris de jardin d'une surface pouvant aller jusqu'à 40 m² lorsqu'ils sont réalisés dans une zone U en extension d'une construction existante et soumis à déclaration préalable.

Les abris de jardin qui sont réalisés dans le cadre d'un projet de construction soumis à permis de construire restent taxables.

- d'exonérer **partiellement** en application de l'article L.331-9 du code de l'urbanisme :

.../...



1°) Les surfaces des locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L.331-12 et qui sont financées à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L.31-10-1 du code de la construction et de l'habitation (*logements financés avec un PTZ+*) à raison de 30 % de leur surface ;

2°) Les locaux à usage industriel et leurs annexes pour 50 % de leur surface.

PRECISE qu'il y a lieu de délibérer à nouveau ;

PROPOSE de modifier le taux de la part communale.

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
LE CONSEIL MUNICIPAL,**

DECIDE d'augmenter sur l'ensemble du territoire communal, la taxe d'aménagement au taux de 4,5 % dès le 1^{er} janvier 2016.

CHARGE Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

**FAIT ET DELIBERE EN SEANCE, LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.
SUIVENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME.**

Herm, le 25 novembre 2015

Le Maire,
Philippe CAGNIMEL



Nombre de conseillers

En exercice :	15
Présents :	14
Votants :	15 (une procuration)
Pour :	15
Contre :	0
Abstention :	0

Publié ou notifié le 08/12/2015

~~Le Maire,~~

Le Maire

Philippe CAGNIMEL





2019 - 99

République Française
MAIRIE DE HEUGAS – Landes -
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 27 NOVEMBRE 2019

Date de la convocation : 18/11/2019

Date de l'affichage :

Nombre de conseillers en exercice : 15

Présents : 13

Votants : 13 (13 pour)

L'an deux mille dix-neuf et le vingt-sept du mois de novembre à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal, dûment convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur POMAREZ, Maire.

Etaient présents : Monsieur POMAREZ Serge (Maire), Madame DORVAL (1^{ère} Adjointe), Madame LAUDOUAR INFANTE Thérèse (3^{ème} Adjointe), Monsieur NICOL (2^{ème} Adjoint), Monsieur LANOT (4^{ème} Adjoint), Mesdames CAZABAT Annick, LAFARIE Emmanuelle, LAUDOUAR Christiane, MAREAU Christine, TERRADE Maïté, Messieurs ALBERDI Daniel, DUPOUY Joël, HAREL Gilles,

Excusés : Messieurs DUPERE Thierry, ORDUNA Sébastien

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal peut délibérer.

Madame LAFARIE Emmanuelle a été élue secrétaire de séance.

Objet : Finances – Taxe d'aménagement sur la commune de Heugas

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante :

- Par délibération du 14 novembre 2011, le Conseil Municipal a institué la Taxe d'Aménagement au taux de 3 % sur l'ensemble de la commune.
- Par délibération du 24 novembre 2014, le Conseil Municipal a décidé d'exonérer de taxe d'aménagement les abris de jardin soumis à déclaration préalable dont la surface est inférieure à 20 m².

Où l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu l'article L 331-9 du Code de l'Urbanisme ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

- **CONFIRME** le taux de la taxe d'aménagement sur l'ensemble de la commune soit 3% et l'exonération de taxe d'aménagement pour les abris de jardin soumis à déclaration préalable dont la surface est inférieure à 20 m².

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage et de sa notification au représentant de l'Etat dans le Département.

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Pour extrait certifié conforme,
Le Maire
S. POMAREZ





**MAIRIE
DE
MÉES**

908, avenue Emile Despax
40990 Mées

Téléphone 05 58 97 57 54
mairie@mees.fr

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N°301120-1

L'an deux mil vingt et le trente novembre à 19h30 le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Sophie IRIGOYEN, Maire

Présents : M. Jean SOUBLIN, Mme BONVALLET Hélène, M. OHACO Eric, Mme HICAUBE Céline, M Gilles LAFONT, adjoints, Mme Marie-Eve DEBRUE, MM. Didier DURQUETY, SARIE Bruno, Mme Alexandra DELORD, M Nicolas BERGEY, Mmes Charlotte SERRA, Marie-Elodie SAUBAGNE, Nelly FOURNIER, Alexandra GRIMAN, M Sylvain DUCASSE

Absents excusés : Mme Céline VIGNES, MM Vincent NASSIET, Cédric LUQUET,

**Procuration Mme Céline VIGNES à Mme Céline HICAUBE
M Vincent NASSIET à Mme Sophie IRIGOYEN
M Cédric LUQUET à M Sylvain DUCASSE**

Secrétaire de séance : Charlotte SERRA

OBJET : TAXE AMENAGEMENT PAR SECTEUR ET EXONERATIONS

Le Maire expose que la fiscalité de l'urbanisme a évolué récemment, avec la création d'une nouvelle taxe d'aménagement (TA) outil de financement des équipements publics de la commune.

La TA se substituera à la taxe locale d'équipement (TLE), la taxe départementale pour les espaces naturels et sensibles (TDENS), la taxe départementale pour le financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (TDCAUE). Elle se substitue également à la participation en programme d'aménagement d'ensemble (PAE). Elle est enfin destinée à remplacer, au 1er janvier 2015, les participations financières : participation pour voirie et réseaux (PVR), participation pour raccordement à l'égout (PRE), participation pour non réalisation d'aires de stationnement (PNRAS).

Le Maire précise que le conseil municipal doit, à travers la présente délibération ou des délibérations complémentaires, se prononcer sur le taux applicable, sur les cas d'exonération partielle ou totale, sur une éventuelle différenciation du taux par secteurs de la commune.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L331-1 et suivants ;

Le conseil municipal décide, avec 1 voix contre, 3 abstentions et 15 voix pour

D'établir pour la taxe d'aménagement le principe d'un taux par secteurs, ces taux étant fixés dans une délibération spécifique définissant les secteurs par référence à un document graphique, ainsi que le taux applicable à chacun de ces secteurs.



D'exonérer en application de l'article L331-9 du code de l'urbanisme, à hauteur de 30 % de leur surface, les surfaces des locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L. 331-12 et qui sont financés à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L. 31-10-1 du code de la construction et de l'habitation ;

Les taux fixés dans la présente délibération sont valables pour la durée minimale d'une année et tant qu'une autre délibération n'établit pas des dispositions différentes.

Elle est transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1er jour du 2ème mois suivant son adoption.

Le Maire,
Sophie IRIGOYEN





**MAIRIE
DE
MÉES**

908, avenue Emile Despax
40990 Mées

Téléphone 05 58 97 57 54
mairie@mees.fr

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N°301120-2

L'an deux mil vingt et le trente novembre à 19h30 le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Sophie IRIGOYEN, Maire

Présents : M. Jean SOUBLIN, Mme BONVALLET Hélène, M. OHACO Eric, Mme HICAUBE Céline, M Gilles LAFONT, adjoints, Mme Marie-Eve DEBRUE, MM. Didier DURQUETY, SARIE Bruno, Mme Alexandra DELORD, M Nicolas BERGEY, Mmes Charlotte SERRA, Marie-Elodie SAUBAGNE, Nelly FOURNIER, Alexandra GRIMAN, M Sylvain DUCASSE

Absents excusés : Mme Céline VIGNES, MM Vincent NASSIET, Cédric LUQUET,

Procuration Mme Céline VIGNES à Mme Céline HICAUBE
M Vincent NASSIET à Mme Sophie IRIGOYEN
M Cédric LUQUET à M Sylvain DUCASSE

Secrétaire de séance : Charlotte SERRA

OBJET : TAXE AMENAGEMENT – FIXATION DES TAUX PAR SECTEUR

Le maire expose que le conseil municipal a établi, pour la taxe d'aménagement, le principe de taux par secteurs du territoire de la commune. Il présente le document graphique déterminant les secteurs et les taux envisagés.

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L331-15 ;

Vu la délibération du 30 novembre 2020 établissant pour la taxe d'aménagement un taux par secteurs du territoire communal ;

Considérant que l'article précité du code de l'urbanisme prévoit que le taux de la part communale de la taxe d'aménagement peut être augmenté jusqu'à 20% dans certains secteurs, si la réalisation de travaux substantiels sont rendus nécessaires pour y admettre des constructions ;

Considérant que les secteurs délimités par le plan annexé nécessitent, en raison de l'importance des constructions édifiées ou à édifier dans ce secteur, la réalisation de nombreux équipements et travaux publics substantiels dont la création de nouveaux réseaux publics et l'extension de certains existants, les élargissements de voirie, le redimensionnement du réseau d'eaux pluviales et le reprofilage de plusieurs fossés . Ces investissements lourds pour la collectivité estimés à plusieurs dizaines de milliers d'euros justifient la majoration du taux conformément aux articles du code de l'urbanisme.

Le conseil municipal décide, avec 1 voix contre, 3 abstentions et 15 voix pour

- de fixer sur le secteur Lauste délimité au plan annexé, un taux de 6 %
- de fixer un taux de 4 % pour toutes les autres parties du territoire communal ;



- de reporter la délimitation de ce secteur dans les annexes du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou du Plan d'Occupation des Sols (POS) concerné à titre d'information.

Les taux fixés dans la présente délibération sont valables pour la durée minimale d'une année et tant qu'une autre délibération n'établit pas des dispositions différentes.

Elle est transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1er jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

Le Maire,
Sophie IRIGOYEN





Service de la Documentation Nationale du Cadastre
82, rue du Maréchal Lyautey - 75103 Saint-Germain-en-Laye Cedex
SIRET 16000001400011

© 2017 Administration de l'Égalité et des Copropriétés

Impression non normalisée du plan cadastral

Envoyé en préfecture le 11/12/2020
Reçu en préfecture le 11/12/2020



ID : 040-214001794-20201130-301120_2B-DE

Département des Landes

Mairie de



NARROSSE

Identifiant unique*: 040-214002024-20111027-201127-10-DE 109
Envoyé en préfecture, le 31/10/2011 - 10:26
Reçu en préfecture, le 31/10/2011 - 10:28

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**
de la Commune de NARROSSE

N° 2011-27-10/03

<i>Séance du 27 Octobre 2011</i>	
Membres du Conseil : 23 En exercice : 19 Qui ont pris part à la délibération : 19	L'an deux mil onze et le vingt sept octobre à 20h30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convouqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de : Jean- Claude LACROUZADE, Maire.
<u>Date de la Convocation :</u> 19.10.2011	<u>Présents</u> : M. LACROUZADE, GUILHEMJOUAN, M. BERNES, M. DARRECAMP, M. LOUSTALOT, Mme BRISSE, Mme LABARBE, Mme BOUYRIE, Mme DUMEOU, M. FOURNEY, Mme LABOUBE, M. MARCHET, Mme PASCAREL, Mme PESENTI, Mme PASCOUALLE, M. SAUSSEZ. <u>Absents Excusés</u> : M. CAZAUX, M. DESCLAUX, M. MAURY. <u>Procurations</u> : M. CAZAUX Jacques à M. GUILHEMJOUAN Joël M. DESCLAUX Alain à M. BERNES Jean-Michel M. MAURY Dominique à M. DARRECAMP Francis <u>Absents</u> : M. LABORDE, M. SENSACQ, M. SIEBKE, Mme ZANNETTACCI. <u>Secrétaire de séance</u> : Mme BRISSE Marylène

Objet : Instauration de la Taxe d'Aménagement.

Monsieur le Maire indique que pour financer les équipements publics de la commune, une nouvelle taxe remplaçant la taxe locale d'équipement et la participation pour aménagement sur ensemble a été créée. Elle sera applicable à compter du 1^{er} mars 2012.

Elle est aussi destinée à remplacer, au 1^{er} janvier 2015, les participations telles que : la participation pour voirie et réseaux 5PVR), la participation pour raccordement à l'égout (PRE).

La commune ayant un Plan d'Occupation des Sols en cours de révision, la taxe d'aménagement s'applique de plein droit au taux de 1%. La commune peut toutefois fixer librement dans le cadre des articles L.331-14 et L.331-15 un autre taux et dans le cadre de l'article L.331-9 un certain nombre d'exonérations.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.331-1 et suivants ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE d'instituer sur l'ensemble du territoire communal, la taxe d'aménagement au taux de 5%.

Identifiant unique*: 040-214002024-20111027-20112710_03-DE

Envoyé en préfecture, le 31/10/2011 - 10:26

Reçu en préfecture, le 31/10/2011 - 10:28



DECIDE d'exonérer partiellement en application de l'article L.331-9 du Code de l'Urbanisme, dans la limite de 50% de la surface restante :

1° les locaux d'habitation et d'hébergement bénéficiant d'un prêt aidé de l'Etat, hors du champ d'application du PLAI (logements aidés par l'Etat : Prêt locatif à usage social dit PLUS, Prêt locatif social dit PLS, PLSA),

2° les surfaces des locaux à usage d'habitation principale financées à l'aide du prêt à taux zéro renforcé, dit (PTZ+) à raison de 50% de leur surface excédant les 100 premiers m2 (ces derniers bénéficiant déjà d'un abattement de 50%.

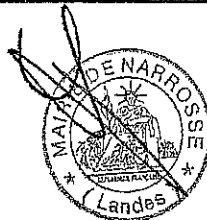
La présente délibération est valable pour une durée de 3 ans (soit jusqu'au 31 décembre 2014). Toutefois le taux et les exonérations fixés ci-dessus pourront être modifiés tous les ans. Elle est transmise au service de l'Etat chargé de l'Urbanisme dans le Département au plus tard le 1^{er} jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

CHARGE Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et l'autorise à la signature des documents à intervenir.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou son affichage et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Ainsi délibéré à NARROSSE, les jours, mois et an que dessus,
Pour extrait certifié conforme,

Le Maire
Jean-Claude LACROUZADE



Télétransmis le :

Acquittement reçu le :

Identifiant unique : 040-214002024-

Affiché le :

Rendu exécutoire le :

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE OËYRELUY**

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
16	10	13
Vote		
A l'unanimité		
Pour : 13		
Contre : 0		
Abstention : 0		
Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le :		
Et publication ou notification du :		

Séance ordinaire du 14 Novembre 2019

L'An deux mil dix-neuf et le dix-neuf du mois de Novembre à dix-neuf heures quinze, le Conseil Municipal de la commune d'OËYRELUY s'est réuni à la mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. DAGUERRE, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 07/11/2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 07/11/2019.

Présents : Mmes : FRAYSSE Chantal, SICARD-MAUCLAIR Corinne (*arrivée à 19H25*), MORELLE Annie. MM : DAGUERRE Jean-Louis, LAFFITTE Philippe, HONDELATTE Michel, BIDAU Patrick, BOYE Thierry, ETCHEMENDY André, LACOUTURE Eric (*arrivée à 19H40*), MARQUE Philippe.

Excusés ayant donné procuration : Mme DUPUTS Maïté à FRAYSSE Chantal, LARRODE Sandra à LAFFITTE Philippe. M. BLEYS Jean-Luc à DAGUERRE Jean-Louis

Excusés : MM JACQUES Didier, Mme CIANO Christine

Conformément à l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, Monsieur Philippe LAFFITTE a été nommé secrétaire de séance.

2019DEL038 – Taxe d'aménagement

Par délibération du 9 novembre 2012, 29 octobre 2014, 25 novembre 2015 et 29 novembre 2016, la commune a instauré des taux différenciés de la taxe d'aménagement selon le zonage du PLU communal :

- 3% sur les zones UA, UB, UBc, UC, A, N, Nha, 1AUL, 1AUa
- 7% sur les zones 1AU, AUb, 1AUG, 2AU.

Le taux différencié de 7% était motivé par le besoin de créer de nouveaux réseaux collectifs dans ces zones.

La mise en œuvre du PLUiH, prévu dans le courant de l'année 2020, ne permet pas de conserver la définition des taux selon les zonages. En effet, certains zonages seront modifiés au PLUiH et d'autres seront nouveaux. Il vous est donc proposé, pour l'année 2020 de définir selon le plan annexé les différents taux. Il vous est proposé de renouveler le taux de 3% à compter du 1^{er} janvier 2020 sur l'ensemble du territoire communal à l'exception des zones ci-après définies et annexées à la présente délibération qui feront l'objet d'un taux de 7%.

- Zone d'aménagement du projet de golf
- Zone de la Plante et Paloumet

Le taux différencié de 7% est motivé par le besoin de créer de nouveaux réseaux collectifs. En complément des élargissements de voirie, le redimensionnement du réseau d'eaux pluviales et le reprofilage de plusieurs fossés nécessiteront des investissements lourds pour la collectivité. Ces investissements, estimés à plus de 300 000,00€ justifient la majoration du taux conformément aux articles L331-14, L331-15 et L332-15 du code de l'urbanisme.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

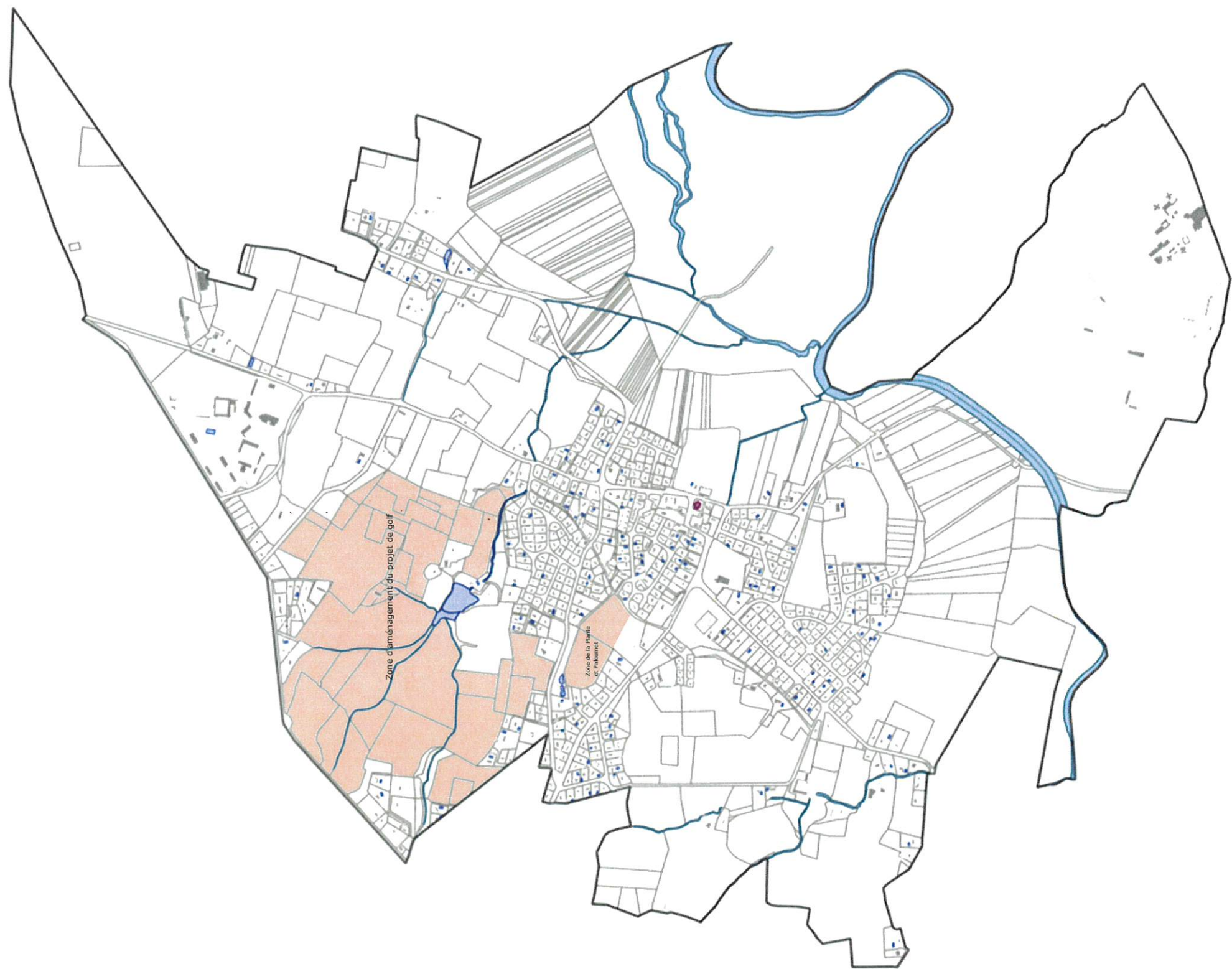
- Approuve les taux de taxe d'aménagement à compter du 1^{er} janvier 2020, tels qu'ils sont définis préalablement.
- Charge Monsieur le maire ou son représentant de mettre en œuvre cette décision.

Fait et délibéré, les jours, mois et an susdits

Au registre suivent les signatures

Pour copie conforme :
En mairie le 15/11/2019
Le Maire,
Jean-Louis DAGUERRE





Envoyé en préfecture le 18/11/2019

Reçu en préfecture le 18/11/2019

ID : 040-214002073-20191114-2019DEL038-DE



Vu pour être annexé
à la délibération
n° 2019 DEL 038 du
19 Novembre 2019
Le Maire,
Jean-Louis ORGENT





**République Française
Département des Landes
Extrait du registre des délibérations
du Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANDELON**

SEANCE DU 18 NOVEMBRE 2019

Nombre de membres afférents au Conseil Municipal : 15
Nombre de membres en exercice : 14
Nombre de membres présents : 12
Nombre de membres qui ont délibéré :
Date de la convocation : 8 novembre 2019
Date d'affichage : 8 novembre 2019

L'an deux mil dix-neuf et le dix-huit novembre à vingt heures, le Conseil Municipal de St-PANDELON, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Christian CARRERE, Maire.

Présents : M. CARRERE Christian ; Mme COMMELIN Danièle ; M. DEZES Vincent ; M. DULAMON Dominique ; Mme DUPUY Anne ; Mme FAURE Véronique ; M. GERVREAU Johany ; Mme HAYET Christine ; Mme LAUGA Nicole ; M. LAVIGNE Laurent ; M. PEYRES Marc ; M. ZANETTE Alain

Absents/ Excusés : M. BIDORET Bernard ; M. PEYRES Michel

M Alain ZANETTE est élu secrétaire de séance

<u>Nombre de suffrages exprimés</u> :	12
<u>Pour</u> :	12
<u>Contre</u> :	0
<u>Abstentions</u>	0

Délibération n°2019-66

Objet : TAXE D'AMENAGEMENT – FIXATION DU TAUX ET DES CAS D'EXONERATION DE LA PART COMMUNALE

Monsieur le Maire expose que la taxe d'aménagement (TA) est un outil de financement des équipements publics de la commune.

Il précise que le Conseil Municipal doit, au travers de la présente délibération ou des délibérations complémentaires se prononcer sur le taux applicable, sur les cas d'exonération totale ou partielle et sur une éventuelle différenciation du taux par secteurs de la commune.

Par délibération adoptée avant le 30 novembre, la commune bénéficiaire de la taxe d'aménagement fixe les taux applicables à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante.

VU le Code l'urbanisme et notamment ses articles L 331-1 et suivants,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, décide

Article 1 - de fixer pour la taxe d'aménagement un taux de **3,5%** pour l'ensemble du territoire communal.

Article 2 - **d'exonérer partiellement, à hauteur de 50%**, en application de l'article L.331-9 du Code de l'urbanisme,

* les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1^o de l'article L 331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2^o de l'article L.331-7 ;

* les abris de jardin, les pigeonniers et colombiers soumis à déclaration préalable



Les taux fixés dans la présente délibération sont valables pour une durée minimale d'une année et tant qu'une autre délibération n'établit pas des dispositions différentes.

Elle est transmise au service de l'Etat chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1^{er} jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

Fait et délibéré à St Pandelon, les jours, mois et ans que dessus

Pour extrait conforme

Au registre sont les signatures

Le Maire,



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Affaires financières

n° 2014-09-05 : taxe d'habitation : suppression de l'abattement général à la base antérieurement institué, institution de l'abattement spécial à la base en faveur des personnes de condition modeste et institution de l'abattement spécial à la base en faveur des personnes handicapées ou invalides.

rapporteur : M. André DUVIGNAU

Le rapporteur informe l'assemblée que la commune de Saint-Paul-lès-Dax, par délibération du 27 juin 1980 a institué l'abattement général à la base prévu par l'article 1411 II.2. du Code Général des Impôts (C.G.I.) au taux maximum de 15% de la valeur locative moyenne des logements.

Après avoir mené une réflexion sur la politique d'abattement de la commune, au regard notamment de son positionnement au sein de la Communauté d'Agglomération du Grand Dax et avec le souci de ne pas pénaliser les contribuables les plus fragiles, il est proposé :

→ de supprimer l'abattement général à la base antérieurement institué,

→ d'instaurer en contrepartie, au bénéfice des contribuables les plus modestes, dans les conditions définies aux articles 1411 II. 3 et 1417 du Code Général des Impôts l'abattement spécial à la base, au taux de 15 %.

(Cet abattement bénéficie aux contribuables dont le montant des revenus de l'année précédente n'excède pas la limite prévue à l'article 1417 du Code Général des Impôts et dont l'habitation principale a une valeur locative inférieure à 130% de la valeur locative moyenne, ce pourcentage étant augmenté de 10 points par personne à charge à titre exclusif ou principal).

→ d'instaurer l'abattement spécial à la base en faveur des personnes handicapées ou invalides dans les conditions définies à l'article 1411 II.3bis du Code Général des Impôts.

Il est précisé que le taux de cet abattement est nécessairement de 10%.

La commission des finances du 15 septembre 2014 a donné un avis favorable.

Le conseil municipal est saisi pour délibérer.

Le conseil municipal,

Vu le code général des Impôts et notamment les articles 1411 II.2. , 1411 II.3 et 1411 II.3bis

Vu l'avis favorable de la commission de finances du 15 septembre 2014,

Vu la note explicative,

Après avoir entendu son rapporteur,

DECIDE de supprimer l'abattement général à la base antérieurement institué,

DECIDE d'instituer l'abattement spécial à la base en faveur des personnes de conditions modestes prévu à l'article 1411 II.3 du C.G.I.,

FIXE le taux de l'abattement spécial à la base en faveur des personnes de conditions modestes, à 15%,

DECIDE d'instituer l'abattement spécial à la base en faveur des personnes handicapées ou invalides au taux légal de 10 %, tel que défini par les dispositions de l'article 1411 II.3 bis du Code Général des Impôts,

CHARGE Madame le Maire de notifier cette décision aux services de l'Etat.

Commentaires :

M. André DUVIGNAU ajoute que 3 000 foyers environ ne sont pas redevables de la taxe d'habitation du fait de leur âge ou de leurs revenus et 2 400 personnes bénéficient d'un abattement jusqu'à deux enfants à charge.

M. Philippe LACOUTURE dit que l'Etat réduit ses dotations depuis plusieurs mois : il fallait préparer cette échéance. La ville n'a pas su réduire ses charges. Au final, les impôts augmentent.

Il n'a jamais entendu parler d'harmonisation avec la C.A.G.D. Cette harmonisation demanderait de travailler sur les taux.

Les chiffres communiqués sont imprécis. Il ne faut pas toucher à cet abattement. Cela viendrait s'ajouter à la taxe additionnelle sur le foncier bâti de la C.A.G.D. Il ne faut plus augmenter les taux mais diminuer les dépenses.

Mme Nicole MASCARAS note que les taux de la fiscalité ont déjà été augmentés l'an dernier. C'est trop.

Mme Sylvie PEDUCASSE dit que 4 800 foyers fiscaux sont concernés par l'augmentation des impôts de 17,6 % et pas de 15%, comme indiqué. Des promesses ont été faites pour ne pas augmenter les taux de la fiscalité, elles n'ont pas été tenues.

Le désengagement de l'Etat a conduit les élus à prendre des décisions très douloureuses. La commune pourrait intervenir auprès de l'Etat. La réduction des dépenses est nécessaire mais des choix sont à faire tout en maintenant un service public de qualité. Il faut rechercher d'autres ressources comme le casino.

Cette augmentation est injuste alors que l'on peut chercher de l'argent vers les capitaux.

Elle votera contre.

M. Jean LAVIELLE fait la déclaration suivante :

« Vous vous apprêtez à supprimer l'abattement général à la base de 15% de la valeur locative moyenne des logements.

Cette nouvelle augmentation des impôts locaux, qui représentera environ 395 000€ de rentrée fiscale pour la commune, vient s'ajouter à l'augmentation des trois taxes (taxe d'habitation, taxe foncière bâtie et taxe foncière non bâtie) de 2,76 % votée lors du conseil municipal du 29 avril 2014, un mois seulement après votre élection et qui représente environ 290 000€.

Ces deux augmentations en quelques mois vont aggraver la situation financière déjà difficile des foyers Saint-Paulois, y compris pour les personnes handicapées ou invalides, puisque l'institution d'un abattement en leur faveur ne sera que de 10% de la valeur locative moyenne, comparé aux 15% qui s'appliquent à tous. Nous ne pouvons accepter cela d'autant que la diminution des subventions de l'état était connue depuis l'été 2012 ; Plusieurs montants étaient annoncés, 4,5 milliards d'euros, puis 7,5 milliards d'euros en moins pour les collectivités : ce n'est donc pas une surprise. Nous savions tous que cela aurait des conséquences sur les budgets des collectivités. Gérer une commune, une agglomération, c'est aussi prévoir, anticiper, et non pas œuvrer au fil de l'eau.

Lors des précédents conseils, nous vous avons suggéré des pistes d'économie. Vous les avez toutes rejetées (réduction de l'enveloppe dévolue à l'indemnité des élus, réduction du parc automobile dont les voitures de fonction et de service, mise en place de la dématérialisation des envois de documents demandée depuis plusieurs années).

D'autres pistes d'économies existent tant au niveau du fonctionnement que de l'investissement : Gestion en interne de l'entretien de toutes les installations municipales, étaler les dépenses dans le temps, lancer en priorité les projets qui ne généreront pas d'augmentation des coûts de fonctionnement ou qui généreront une diminution des coûts de fonctionnement, simplement investir au regard de nos capacités.

Au contraire, pour boucler le budget de fonctionnement, vous faites le choix d'augmenter une nouvelle fois les impôts locaux et non de diminuer le train de vie de la collectivité, à l'image de ce qu'ont fait d'autres collectivités par anticipation. Les Saint-Pauloises et les Saint-Paulois apprécieront !

Enfin, la justice sociale exigerait qu'en face de l'effort de 685 000€ demandé aux contribuables, la Mairie diminue de 685 000 € son budget de fonctionnement, mais il n'en est rien !

Ceci, nous ne pouvons l'accepter, d'autant que vous aviez annoncé pendant la campagne électorale ne pas augmenter la pression fiscale.

C'est pourquoi nous voterons contre cette délibération ».

M. André DUVIGNAU dit que la situation de Saint-Paul-lès-Dax est saine. Il n'a jamais été dit, pendant la campagne, que les impôts n'augmenteraient pas. Un langage de vérité a été tenu avec les Saint-Paulois. Il a été dit que les élus de la majorité s'engageaient à limiter la pression fiscale, c'est différent. La baisse de dotation de l'Etat est de 600 000 € depuis 2011. L'augmentation de 2,76% vient couvrir la perte de dotation de l'an dernier. Les marges d'économie, les élus de la majorité y travaillent depuis longtemps. C'est un travail qui a été anticipé mais on ne corrige pas du jour au lendemain le poids de la masse salariale.

L'abattement général était un avantage ancien sur lequel les élus délibèrent ce soir. Le produit fiscal/habitant à Saint-Paul-lès-Dax est inférieur aux moyennes nationales, régionales et départementales. Il nous faut aujourd'hui retrouver des marges de manœuvre.

La baisse massive des dotations de l'Etat pèse sur le budget de fonctionnement. Beaucoup d'autres communes vont augmenter de 5% ou 10% les taux de leur fiscalité. Certaines communes voisines ont également supprimé cet abattement général sans instituer d'abattement spécial.

Il faut du courage même si c'est douloureux. La recherche des ressources, les élus de la majorité y travaillent mais la taxe professionnelle ne dépend pas de la commune. Il n'y a pas d'autres choix ou alors il faudra augmenter de 10% l'impôt qui s'appliquera à tout le monde.

La réduction des dépenses pourrait être obtenue par la baisse : des aides aux associations (600 k€/an environ), de la qualité de l'entretien de la voirie (400k€/an environ), de la participation aux cantines ou à l'animation scolaire, de la qualité du service public etc.... C'est un choix que les élus de la majorité ne feront pas.

Vote :

Pour : 25

Contre : 8 (M. Philippe LACOUTURE, M. Jean-Pierre PRADELLES, Mme Nicole MASCARAS, pp. Chantal TERREROS, M. Jean LAVIELLE, Mme Christine BEYRIS BRU, M. Julien BAZUS, Mme Sylvie PEDUCASSE).

Abstention : 0

Identifiant unique : 040-214002834-20151125-DE2015123-DE

Envoyé en préfecture, le 26/11/2015 - 14:12

Reçu en préfecture, le 26/11/2015 - 14:20



Transmission des documents au service de l'Administration Numérique - Département des Landes

2015-123

REPUBLIQUE FRANCAISE DEPARTEMENT DES LANDES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL

Séance du **MERCREDI 25 NOVEMBRE 2015**

NOMBRE DE MEMBRES

- Afférents au Conseil Municipal : 23
- En exercice : 23
- Qui ont pris part à la délibération : 23

Date de la convocation : 19 Novembre 2015

Date d'affichage : 19 Novembre 2015

L'an Deux Mille Quinze et le **MERCREDI 25 NOVEMBRE** à 19 h 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. **BEDAT Henri**, Maire

Présents : MM. et Mmes **BEDAT**, **DESSEREZ**, **DAGUINOS**, **VILATON**, **CAZENAVE**, **LESBEGUERIES**, **BORDES**, **DESCLAUX**, **ETIENNE**, **DEMETRE**, **CHAUPRADE**, **HOURQUET**, **BIARNES**, **LALANNE**, **LAGRASSE**, **LICART**, **DOMENGER**, **LAHONTAN**, **BEZIAT-RICARD**, **LARRIEU**, **LUZE**.

Excusés : M. **FOURNET** ; procuration à M. **DEMETRE**
Mme **WLUSEK** ; procuration à M. **DESSEREZ**

Secrétaire de séance : Mme **LESBEGUERIES Danielle**

Objet : TAXE D'AMENAGEMENT

Monsieur le Maire rappelle la possibilité de réviser le taux de la taxe d'aménagement avant le 30 novembre de chaque année pour une prise d'effet au 1^{er} janvier de l'année suivante. Il indique que la commission des finances a émis un avis favorable à sa proposition de porter le taux à 3 %.

VU la délibération du 27 Novembre 2012 fixant le taux de la taxe d'aménagement à 2 %.

CONSIDERANT que ce taux peut être modifié chaque année.

Le Conseil Municipal,
Après avoir délibéré,

DECIDE :

- Porter à 3 % le taux de la taxe d'aménagement sur tout le territoire communal.

Identifiant unique : 040-214002834-20151125-DE2015123-DE

Envoyé en préfecture, le 26/11/2015 - 14:12

Reçu en préfecture, le 26/11/2015 - 14:20



* Texte communiqué en vertu de l'article 15 de la Loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à l'accès à l'information.

DIT que cette décision est applicable à compter du 1^{er} janvier 2016.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage et de sa transmission au représentant de l'Etat.

Fait et délibéré en séance du Conseil Municipal
Pour copie conforme
Suivent les signatures

Fait à St Vincent de Paul, le 26 Novembre 2015
Le Maire,
H. BEDAT



VOTE :

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le 26 Novembre 2015

Identifiant unique :

et publication ou notification le 26 . 11 . 2015



DÉPARTEMENT

DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

LANDES

DE LA COMMUNE DE SAUGNAC ET CAMBRAN

NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
19	19	16

Séance du 17 novembre 2020

L'an Deux Mil vingt

Et le dix-sept du mois de novembre

à

Vingt heures

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Alain BERGERAS, Maire

Présents : Mmes ABADIE, BESTAVEN, BIDOUZE, FILATRIAU, LAPORTE, MILLOT, ROCHETEAU, WOIRGARD, et MM. BERGERAS, CAMIADE, CHICOYE, DAMESTOY, LENTATI, MERIGUET, ROSSIT, SCHWOB

Absents excusés : DUFAU, CHATEAU, LESCOASTREYRES,

Secrétaire (s) : MILLOT Patricia

Date de la convocation
12 novembre 2020
Date d'affichage
12 novembre 2020
Objet de la Délibération

OBJET : Taxe d'aménagement

Monsieur Le Maire expose que la taxe d'aménagement (TA) est un outil de financement des équipements publics de la commune.

La TA s'est substituée à la taxe locale d'équipement (TLE), la taxe départementale pour les espaces naturels et sensibles (TDENS), la taxe départementale pour le financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (TDCAUE). Elle s'est substituée également à la participation en programme d'aménagement d'ensemble (PAE).

Elle remplace depuis le 1er janvier 2015, les participations financières : participation pour voirie et réseaux (PVR), participation pour raccordement à l'égout (PRE), participation pour non réalisation d'aires de stationnement (PNRAS).

Monsieur Le Maire précise que le Conseil Municipal doit, à travers la présente délibération ou des délibérations complémentaires, se prononcer sur le taux applicable, sur les cas d'exonération partielle ou totale, sur une éventuelle différenciation du taux par secteurs de la commune.

Par délibération adoptée avant le 30 novembre, la commune bénéficiaire de la part communale de la taxe d'aménagement fixe les taux applicables à compter du 1er janvier de l'année suivante.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée la délibération du 12 novembre 2019, fixant le taux de la taxe d'aménagement à 5%.

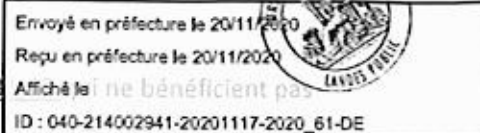
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L331-1 et suivants ;

Le Conseil Municipal décide,

Article 1 : de fixer pour la taxe d'aménagement un taux de 5% pour l'ensemble du territoire communal.

Article 2 : d'exonérer totalement en application de l'article L331-9 du code de l'urbanisme,

1° Les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L. 331-7 ;
de l'exonération prévue au 2° de l'article L. 331-7 ;



2° Les abris de jardin, les pigeonniers et colombiers soumis à déclaration préalable ;

Les taux fixés dans la présente délibération sont valables pour la durée minimale d'une année.

Elle est transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1^{er} jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

Fait et Délibéré les jour, mois et an que dessus,
Pour copie conforme,

A Saugnac et Cambran,

Le Maire,

Acte rendu exécutoire
après dépôt en préfecture
le
et publication ou notification
du





EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 7 NOVEMBRE 2014

L'an deux mil quatorze, le sept du mois de novembre à 20 heures, le Conseil Municipal de SEYRESSE, dûment convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Philippe DELMON, Maire.

Etaient présents : P. DELMON - A. POYCHICOT - R. DARRICAU - B. TOKARSKI - MC. BARADAT-RISTOR - B. BRETTESS - E. LOURENCO - A. POUYSEGUR - F. LE CROLLER - D. ANTHIAN - L. DE SOUSA - P. FARGUES - M. LAPLACE - S. AMUNZATEGUY

Absents excusés : R. PALLUAUD -

Secrétaire de séance : MC. BARADAT-RISTOR -

Date convocation : 3 novembre 2014

Objet : Taxe d'aménagement.

Le Maire :

- rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 21 octobre 2011, il avait institué la taxe d'aménagement pour une durée de trois ans et avait fixé son taux à 5 %.

- explique qu'en raison de cette durée précisée, il y a lieu de délibérer à nouveau.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide que la délibération du 21 octobre 2011 est reconduite de plein droit annuellement.

La présente délibération est transmise aux services de l'Etat en charge de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1^{er} jour du deuxième mois suivant son adoption.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

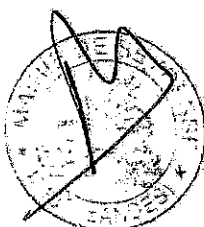
Monsieur le Maire est chargé, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour copie certifiée conforme,

Seyresse, le 10 novembre 2014.

Le Maire



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Délibération n°2019-03

L'An deux mille dix-neuf, le huit mars, à 20h00, le Conseil Municipal de la Commune de SIEST, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur LANGOUANERE Bernard, Maire.

Date de convocation : le 04 mars 2019

Présents : Mrs PEPIN Daniel, DARRIOUMERLE Philippe, PERIAUT Thomas, DARTIGUENAVE Chantal, DARRIOUMERLE Corinne

Absente excusée : Mme TIXIER-LAMAISSON Laurie

Absent : Mrs GRENOT François, BREVET Thomas et Mme PRADAS Céline

NOMBRE DE CONSEILLERS					
<u>En exercice</u>	<u>10</u>	<u>Présents</u>	<u>06</u>	<u>Votants</u>	<u>06</u>

Objet : Reconduction de la Taxe d'Aménagement

- Vu le Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-14 et suivants ;

Le conseil municipal, après avoir délibéré, **décide** :

- De reconduire la Taxe d'Aménagement ;
- D'instituer sur l'ensemble du territoire communal, la taxe d'aménagement au taux de 3 % ;
- d'exonérer totalement en application de l'article L. 331-9 du Code de l'urbanisme :
 - les constructions destinées au service public ou d'utilité publique ;
 - les locaux d'habitation et d'hébergement bénéficiant d'un prêt locatif aidé d'intégration ;
 - les surfaces d'exploitation des bâtiments agricoles ;
 - la reconstruction, à l'identique d'un bâtiment détruit depuis moins de 10 ans ;
 - les constructions dont la surface est inférieure à 20 mètres carrés.

D'exonérer partiellement :

- les surfaces des locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L.331-12 et qui sont financés à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L.31-10-1 du code de la construction et de l'habitation (logements financés avec un PTZ+) à raison de 40 % de leur surface.

La présente délibération est valable pour une durée de 3 ans. Elle prend effet à compter du 01 Janvier 2019. Toutefois, le taux et les exonérations fixés ci-dessus pourront être modifiés tous les ans. Elle est transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1er jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus.

Pour copie conforme,

Le Maire,



Bernard LANGOUANERE

- Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le : 21.03.2019
- Identifiant n° : 040-214003014-20190308-DELIB-19-03-DE
- Publication du : 21.03.2019



commune de

TETHIEU



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DES LANDES

EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE TETHIEU

Séance du 17 octobre 2019

Présents : M. DUFORT Jean-Michel, DUBOURDIEU Alain, FABAS Damien, BERDOYES Roselyne, FARNE Daniel, TOURNIER Pierre, RUBAT DU MERAC Inès, BONNERIC Jean

Sous la présidence de : Jean-Michel DUFORT, Maire

Absents excusés: FARGUES Véronique, LASARTE Jean-Claude BATS Philippe, BRET Estelle, COLL-VERGONZEEANNE Anne, FAUTHOUS Maïté,

Secrétaire de séance : M. Damien FABAS a été nommé secrétaire

Date de convocation: 11 octobre 2019

Date d'affichage : 25 octobre 2019

Nombre de membres élus: 15	Nombre de membres en exercice: 14
Nombre de membres présents et représentés: 8	Résultats du vote : exprimés : 8 Pour : 8 Contre : 0 Abstention : 0 Blanc : 0

OBJET : Taxe d'aménagement

Après en avoir délibéré le conseil décide à l'unanimité de :

- Maintenir le taux de la taxe d'aménagement à 2%.
- Dit que ce taux restera valable jusqu'à ce qu'une nouvelle délibération soit votée.
- Qu'aucune exonération ne sera octroyée.

Fait à TETHIEU, le 21 octobre 2019
Pour copie certifiée conforme
Suivent les signatures

Le Maire,
Jean-Michel DUFORT



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa transmission au représentant de l'Etat.

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE D'YZOSSE**

Envoyé en préfecture le 10/10/2019

Reçu en préfecture le 10/10/2019



ID : 040-214003345-20191007-CM10_2019_10-DE

Nombre de Conseillers :
en exercice 10
présents 9
procurations
votants 9

L'An deux mil dix-neuf,
le sept du mois d'octobre, à dix-neuf heures et trente minutes,
le Conseil Municipal de cette commune,
régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au lieu habituel de ses
séances, sous la présidence de Monsieur Thierry BOURDILLAS, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 30 septembre 2019.

PRESENTS : BOURDILLAS Thierry, NASSIET Marc-Michel (dit Jean-Marc),
SUBERCHICOT Daniel, BRICK Nicole, MAZIEUX Isabelle, BIDAU Jean-Pierre,
LAUSSU Guillaume, LACOMME Hervé, LABADIE Claire.

ABSENT EXCUSÉ : NASSIET Jean-Jacques.

Secrétaire de séance : LABADIE Claire.

Objet : Taxe d'aménagement.

Monsieur le Maire :

RAPPELLE au Conseil Municipal que par délibération en date du 16 septembre 2014, il avait été
décidé de maintenir la taxe d'aménagement, au taux de 2 % pour une durée de 3 ans.

PRECISE au Conseil Municipal qu'il y a lieu de délibérer à nouveau ;

PROPOSE de maintenir le taux de 2 % de la taxe d'aménagement et d'exonérer les abris de jardin
inférieur à 20 m², soumis à déclaration préalable.

Après en avoir délibéré,

le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **DECIDE** de maintenir le taux de 2 % de la taxe d'aménagement et d'exonérer les abris de jardin
inférieur à 20 m², soumis à déclaration préalable.
- **CHARGE** M. le Maire de l'exécution de la présente délibération.
- La présente délibération est valable pour une durée de 3 ans. Toutefois, le taux fixé ci-dessus pourra
être modifié tous les ans.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau, dans un
délai de deux mois, à compter de sa publication ou de son affichage et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le
département, par courrier postal ou saisie sur le site www.telerecours.fr*

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus, et ont signé au registre les membres présents.

Pour le Maire
Par Délégation
Isabelle MAZIEUX

Pour extrait certifié conforme,

LE MAIRE,

Thierry BOURDILLAS.

